

Rio+20 : quel engagement citoyen pour la transition ? Engagements, modes participatifs pour la mobilisation

Synthèse du Mardi de 4D, 28 septembre 2011

A la veille des mobilisations pour le G20, les élections et Rio+20, l'objectif était de débattre des enjeux démocratiques de la transition, du rôle des citoyens et de la société civile dans ce processus. Les questions majeures portaient sur la représentativité de la société civile dans les instances de gouvernance aux différentes échelles -du local au global- la participation de la société civile dans la construction des agendas politiques, scientifiques, l'émergence de la démocratie technique, et finalement la diffusion des différents mouvements citoyens par les médias.

Avec

Pierre Radanne, président de l'Association 4D et membre du Collectif Rio+20,
Lionel Larqué, administrateur de la fondation Sciences Citoyennes et responsable du département interculturel de l'association française Les Petits Débrouillards,
Thibault Lefèvre, journaliste à l'origine du projet *Iranian Stories*.

Animé par

Vaia Tuuhia, Association 4D.

Ce Mardi de 4D a été organisé conjointement par 4D et le Programme « Une Seule Planète ». Il s'est déroulé le 28 septembre 2011 dans les locaux de la CFDT.



Ce document est une synthèse non exhaustive des exposés des intervenants.

Auteure : Miriam Garcia, Association 4D



Mot d'accueil du Secrétaire de la CFDT

La CFDT est membre du Collectif RIO+20 depuis sa mise en place, et soutienne les activités menées sur les volets plaidoyer et mobilisation.

Qu'est-ce que « Rio+20 » ?, Vaia Tuuhia

Suite à la demande de l'ancien président Lula à l'Assemblée Générale, les Etats membres des Nations Unies ont adopté en décembre 2009 la résolution décidant la tenue de la Conférence Rio-2012. Cette Conférence s'inscrit dans la tradition onusienne des Sommets de la Terre. Les dernières rencontres étant Rio de Janeiro en 1992 (d'où l'appellation RIO+20) et Johannesburg en 2002.

Rio+20, qui se tiendra du 04 au 06 juillet 2011, a trois objectifs : 1) obtenir un engagement politique renouvelé pour le développement durable; 2) évaluer les progrès à ce jour et les lacunes qui subsistent dans la mise en œuvre des résultats des grands sommets sur le développement durable et 3) relever les défis nouveaux et émergents. Par ailleurs, la Conférence aura deux thèmes officiels : « l'économie verte dans le cadre de l'éradication de la pauvreté et du développement durable » ainsi que « le cadre institutionnel du développement durable ».

Les positions des Etats commencent à se cristalliser. En effet l'échéance du 01 novembre 2011 approche, date à laquelle les contributions devront être remises au Secrétariat Général de la Conférence Rio-2012, contributions des Etats mais également des groupes majeurs de la société civile dont font parties les associations et les syndicats. Après la compilation de toutes les contributions et la publication d'un premier document de travail, nous pourrons déclarer ouvertes les négociations autour des objectifs et thèmes de la Conférence.

Au vue de l'état actuel du monde et des problématiques auxquelles l'Humanité est confrontée, Rio-2012 se présente non seulement comme une occasion pour la relance d'une dynamique multilatérale et plus démocratique au niveau international mais également comme un temps fort de concertation des citoyens et des acteurs de la société civile pour donner un sens au virage à prendre pour le changement civilisationnel.

La société civile française se mobilise autour de ces enjeux notamment grâce à la mise en place depuis juillet 2010 du Collectif RIO+20, plateforme qui réunit à l'heure actuelle plus de 40 d'organisations : des syndicats, des organisations de solidarité internationale et des ONG d'environnement. Le Collectif se renforce de mois en mois et fait régulièrement des appels à participation auprès d'autres organisations souhaitant contribuer à la réflexion et à la mobilisation en vue de Rio+20.



Rio : lancement d'un processus pour une grande transition, Pierre Radanne

Depuis le Sommet de la Terre en 1992 le monde a fortement changé. La préparation de ce Sommet fait écho à ces changements. S'il y a 20 ans, la mobilisation avait été particulièrement forte autour de l'adoption des traités et d'Action 21, aujourd'hui l'impulsion étatique est quasi nulle, il n'y a presque aucune avancée sur l'ordre du jour de la Conférence. Tant de la part des pays industrialisés que des pays émergents, qui néanmoins travaillent davantage ensemble, aucun leadership ne se dessine.

La crise, qui a éclaté en 2008, dessine l'arrière plan de la préparation de Rio+20. Aujourd'hui les trois composantes du développement durable, l'économie, le social et l'environnement, demandent de la régulation aux différentes échelles de gouvernance, du global au local. Ce qui rend toujours d'actualité le concept de développement durable.

En outre, les Nations Unies ressentent très fortement la paralysie des Etats étant donné que l'organisation n'a pas de capacité d'initiative, faculté dont seuls ses Etats membres disposent. Finalement, les acteurs de la société civile institutionnalisée, dits groupes majeurs, auraient pu jouer un rôle de levier d'action. Force est de constater un grand épuisement dans leurs modalités de fonctionnement et une faiblesse de convergences pour la construction d'une parole commune.

On partage tous le ressenti d'un fort changement, d'un basculement historique qui exige une réponse et un renforcement de la capacité d'action. En ce sens, le défi du changement climatique est révélateur en étant la première question de « solidarité internationale à caractère obligatoire ». La même formulation peut être employée pour caractériser les enjeux de la biodiversité, ou même de la finance. Néanmoins, cette régulation à l'échelle planétaire pourra se faire seulement dans le cadre des Nations Unies, la seule organisation internationale légitime à créer du droit.

Cette transition économique et politique exige un renouvellement et un renforcement des pratiques démocratiques qui connaissent aujourd'hui un grand affaiblissement. On voit se dessiner deux options : être soit *victime* soit *acteur* de l'avenir. Si l'on choisit d'être acteur, cela implique un montée en responsabilité de tous les acteurs : citoyens, entreprises, associations, collectivités territoriales et Etats. C'est pourquoi, je plaide pour une démocratie de *co-construction* dans laquelle l'ensemble du corpus social élabore des propositions qui constituent le mandat des élus. La qualité du pouvoir dépend intrinsèquement de celle du contre-pouvoir. Or la société civile a pour vocation de jouer ce rôle de contre-pouvoir aux différentes échelles de décision.

Rio+20 devra donc permettre la co-construction d'un imaginaire réussi pour la transition. Aucune solution miracle ne pourra être prise en 2012. L'objectif est de sortir de Rio avec une feuille de route pour les 10 ans qui viennent, de poser la nécessité à la fois de réguler l'économie –et d'appeler à un nouveau Bretton Woods- et de faire progresser les pratiques démocratiques pour mieux assurer la mise en œuvre du développement durable.



L'enjeu de la démocratie technique et scientifique à Rio+20, Lionel Larqué

On constate aujourd'hui la faiblesse de l'éthique démocratique, ce qui n'est pas nécessairement une crise des pratiques démocratiques ou de la participation. On constate en effet l'émergence d'un nouvel imaginaire social, qui se construit entre autre par le biais de la société civile, mais pas avec les institutions.

Rio+20 est donc l'occasion de faire le point sur les deux dernières décades. Qu'est-ce qui a bougé ? Quel a été le rythme du changement, aux différentes échelles ? Force est de constater qu'il a fallu entre 10 et 15 ans de maturation, de débat sous-terrain dans les organisations pour que syndicats, ONG, scientifiques, citoyens, collectivités locales, puissent travailler ensemble. Le rythme de changement du corps social est d'environ trois décades.

Il faut donc mesurer l'ambition de Rio+20 et de sa mobilisation. Le système international va être pollué par les crispations radicales qui vont se passer au niveau territorial, national et régional. Les Petits Débrouillards posent la question de la mobilisation autour de Rio+20 à travers les enjeux du rapport entre savoir, connaissance, science, technique, modes de vie et développement. Une grande partie des questions que l'on aborde sont directement connectées désormais à l'agenda de Rio+20, notamment sur la question de « l'économie verte ». Les défis socio-écologiques préoccupent l'intégralité des mouvements sociaux.

Depuis une trentaine d'années dans le monde scientifique-académique beaucoup des travaux critiquent les méthodes d'élaboration même des savoirs et des hypothèses scientifiques dans les laboratoires, les entreprises... L'analyse sur le lien entre cette élaboration et la décision d'investir démontre l'intérêt de se pencher sur la question pour les choix collectifs.

Depuis 2003, en analysant, dans les Forums Sociaux Mondiaux, la façon dont les enjeux scientifiques et techniques sont posés, nous sommes engagés dans cette réflexion. A Nairobi, en 2007, nous avons conclu sur la nécessité pour les acteurs sociaux de poser cette question de manière stratégique. C'est une question de mobilisation pour la société civile, afin d'occuper et de politiser le débat public sur ce sujet.

Jusqu'au début 2000, le positionnement stratégique des mouvements sociaux se situait en réaction aux innovations technologiques et aux hypothèses scientifiques. L'agenda international était donné à la société, et la société civile réagissait. Or quand on pose la question de la place de la science dans le débat sur le développement, cela n'est plus suffisant.

A Rio+20, l'hypothèse sur la table est la suivante : les nouvelles technologies vont apporter des solutions à l'ensemble des problèmes sociaux, environnementaux, sanitaires que la planète et les sociétés rencontrent. Or on sait qu'il y a d'autres hypothèses.

Nous ne proposons donc pas une réaction à l'agenda, mais de débattre du choix des hypothèses, de la manière dont on oriente les moyens de la recherche. L'enjeu majeur est de poser la question de la démocratie technique et scientifique le plus en amont possible. Il en va de la maturité du débat démocratique, d'un grand mouvement d'éducation populaire. D'où la nécessité des investissements dans la société civile, porteuse de l'intérêt général.

Le rôle des nouvelles technologies de communication dans les mobilisations



Thibault Lefèvre

Le site internet *Iranian Stories*, juin 2009/juin2011, est une initiative partant du constat de l'avidité de la population iranienne pour les nouvelles technologies de communication. Il y a une certaine forme de liberté d'expression malgré le fait qu'elle vit dans un pays dictatorial. En effet, en juin 2009, le président Mahmoud Ahmadinejad a été réélu. Le résultat du scrutin a été fortement contesté. Le candidat de l'opposition avait suscité un enthousiasme et favorisé des mobilisations en faveur d'une expression plus démocratique. Ces mobilisations spontanées, réunissant entre 3 ou 4 millions de personnes, se sont enflammées lors des résultats. Ce mouvement a été réprimé et continue de l'être. A partir de cette date, l'Iran n'a pas renouvelé les visas des journalistes. Petit à petit il n'y avait plus de journaliste étrangers pour couvrir les actualités. La population iranienne diffusait à travers les réseaux sociaux des témoignages de la réalité du terrain. Les médias occidentaux ont hésité sur la diffusion de ces vidéos, en majorité filmée avec des portables sans auteur identifiable. Le traitement des images a évolué au fur et à mesure des événements, et notamment en 2011 avec le printemps arabe.

La mise en place du site *Iranian Stories* a comme objectif de recueillir et diffuser l'ensemble des vidéos et témoignages que les iraniens envoient régulièrement sur You tube. Ce qui permet d'avoir une prise directe avec le terrain et d'interpréter les événements. Cela permet également de construire une mémoire de ce qu'on considère aujourd'hui comme la première révolte médiatisée en masse par ses propres acteurs. Le site réunit environ 70 témoignages restitués dans le temps. Une préoccupation forte a été l'accessibilité des différents pays au site, certains ne disposant pas du haut débit, afin de favoriser une diffusion à l'échelle mondiale. La guerre cybernétique est un réel enjeu. Autre enjeu pour nous, la mise en place de garde-fou pour sécuriser les témoins. L'architecture du serveur est ainsi suffisamment complexe pour que le gouvernement iranien ne puisse pas récupérer les données publiées sur le site.

Aujourd'hui, que ce soit en Iran ou en Syrie, les témoignages des populations sont le seul moyen d'avoir des informations sur ces mobilisations. Ce qui se pose de manière différente en Tunisie et en Egypte où les mobilisations ont reçu un double traitement médiatique : TIC et médias classiques.

Il n'y a pas de service public de la communication sur le web. Nokia a fourni en Iran à la fois le réseau de téléphone portable et le service de surveillance au gouvernement iranien. Une question demeure : à quel prix les réseaux sociaux permettent-ils l'émergence d'une expression libre ?

Liens

Site Officiel de la Conférence Rio-2012 : <http://www.uncsd2012.org/>

Blog Collectif RIO+20 : <http://collectif-france.rio20.net/>

Comite Facilitateur de la Société Civile Brésilienne en vue de Rio+20 : <http://www.rio2012.org.br/>

Plate-forme Canada vers Rio+20 : <http://earthsummit.ca/>

Site MultiStakeholder Forum pour Rio+20 : <http://www.earthsummit2012.org/>

Rapport PNUE sur l'Economie Verte : <http://www.unep.org/greeneconomy/>

Iranian Stories : www.iranianstories.org

Les Petits Débrouillards : www.lespetitsdebrouillards.org